



Berlin Eco

NUMERO 13

© DG Trésor

15 juillet 2019

ACTUALITE ECONOMIQUE

ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

Dans ses projections d'été, la [Commission européenne](#) laisse inchangée son estimation de croissance du PIB allemand pour l'année en cours (0,5%), mais ajuste en revanche légèrement à la baisse celle pour 2020 (1,4%, -0,1 point). Si la performance économique du début d'année est mise en avant, la perspective resterait morose sur le reste de l'année, notamment en raison d'une baisse de commandes dans l'industrie. Le rapport souligne la solidité de la consommation domestique qui, conjuguée à un important effet de calendrier, permettrait de redynamiser l'économie allemande en 2020.

Selon [l'Office fédéral statistique](#), les exportations ont progressé de 1,1% en mai 2019 par rapport au mois précédent, et de 4,5% par rapport à mai 2018. Les importations ont en revanche reculé de 0,5% entre avril et mai 2019, mais se situent 4,9% au-dessus du niveau de l'année précédente. [Destatis](#) note également une hausse de 0,3% de la production manufacturière entre avril et mai 2019, et une baisse annuelle de 3,7%.

POLITIQUE BUDGETAIRE

Le Bund a formulé l'ambition de soutenir financièrement les communes fortement endettées et souhaite concrétiser des mesures dans ce sens dès cette législature. Cette initiative résulte des conclusions de la Commission « nivellement des conditions de vie » (« *Gleichwertige Lebensverhältnisse* ») et vise à atténuer les fortes disparités structurelles régionales. En parallèle [la fondation Bertelsmann](#), qui se base sur un scénario de reprise par le Bund de dettes communales dépassant 500€ par tête, met en garde contre le risque d'un coût particulièrement élevé (estimé à 27 Md€) et d'une distribution géographiquement inégale des aides (67,5% des moyens seraient alloués au seul Land Rhénanie-du-Nord-Westphalie), pouvant mener à des tensions politiques entre Länder.

POLITIQUES SOCIALES

Selon une estimation conservatrice de l'institut [DIW](#), environ 1,3 million de salariés éligibles au salaire minimum légal ne l'ont pas perçu en 2017. De même près de 500 000 personnes exerçant un mini-job en complément de leur activité principale seraient rémunérées en deçà du salaire minimum légal. Selon l'institut de recherche, le contournement du salaire minimum se fait via le temps de travail ; certains employeurs font travailler plus longtemps les salariés pour une rémunération identique. Sont davantage concernés les femmes, les étrangers, les jeunes, ainsi que l'Est du pays ou les petites entreprises, et plus particulièrement le secteur de la restauration et du commerce de détail.



ACTUALITE FINANCIERE

MARCHES FINANCIERS

Selon [Climate Bonds Initiative](#), un volume de 5,2 Md€ d'**obligations vertes** a été émis au premier semestre 2019 en Allemagne par la KfW, NRW.Bank, Rentenbank et LBBW. Au total en 2018, ce volume a atteint 6,6 Md€. 70% du volume est destiné au financement d'énergies renouvelables.

REGULATION FINANCIERE

Le ministère des Finances prépare un projet de loi qui conduirait à baisser le plafond au-delà duquel le **paiement en espèces** ne peut plus être anonyme. Ce plafond, actuellement de 10 000 €, pourrait être fixé à 2 000 €.

La confédération bancaire allemande, [Deutsche Kreditwirtschaft](#), met en garde contre les effets de la transposition en droit européen des **règles de Bâle III** sur la capacité des banques allemandes à financer l'économie. L'augmentation des exigences en fonds propres pourrait mettre à mal la compétitivité des banques européennes, selon l'organisation allemande. La [fédération des banques mutualistes \(BVR\)](#) réclame, pour sa part, une régulation adaptée aux petits établissements dans le cadre de cette transposition.

La **distribution et la vente d'options binaires à des particuliers** qui ont fait l'objet d'une interdiction temporaire par l'AEMF jusqu'au 1^{er} juillet 2019, demeurent illégales en Allemagne suite à une [décision](#) du superviseur (Bafin).

BANQUES ET ASSURANCES

Le conseil de surveillance de **Deutsche Bank** a accepté le 7 juillet le [plan de restructuration](#) proposé par son PDG Christian Sewing. Il souhaite un modèle d'activité basé sur « un retour aux sources ». Les activités de banque d'investissement, dont le « trading » d'actions en partie repris par BNP Paribas (négociations en cours), vont ainsi être réduites (elles devraient représenter environ 30% du produit net bancaire). L'activité de la banque sera divisée en quatre unités opérationnelles : les clients privés, la gestion de fortune (DWS), la banque d'investissement et les entreprises. Le plan prévoit la suppression de 18 000 emplois équivalent temps plein (74 000 fin 2022) et le remplacement de trois membres du directoire. La création d'une unité interne d'un volume de 74 Md€ d'actifs pondérés des risques permettra à la banque de se séparer de titres non-rentables et/ou non-stratégiques. Sur les deux prochaines années, aucun dividende ne sera versé. Suite à l'annonce de ce plan, le cours de l'action a baissé d'environ 5% alors que la valeur boursière de la banque est déjà très basse (13 Md€ en juin 2019 contre 19 Md€ en juin 2017).

L'Allemagne comptait fin 2018 [1 783 établissements de crédit](#). Leur nombre a moins fortement diminué qu'au cours de l'année 2017 (-40 contre -65) en raison de l'arrivée, suite au Brexit de nouveaux acteurs. Le nombre d'agences (27 887 fin 2018) a, en revanche, davantage reculé que l'année précédente (-2 239 contre -1 900).

Le **FMS**, le fonds de stabilisation des marchés financiers créé en 2008 pour sauver le secteur bancaire allemand, enregistre en 2018 [une perte de 1,5 Md€](#) en raison principalement de la baisse du cours de Commerzbank dont l'Etat fédéral détient 15,6%. La chute du cours de l'action de la banque (de 12,66 € en début d'année à 5,78 € en fin d'année) s'est traduite, pour le FMS, par des dépréciations à hauteur de 1,3 Md€. Les pertes cumulées depuis la création du fonds s'élèvent à 22,6 Md€ au 31 décembre 2018.

Commerzbank a placé, pour la première fois, 1 Md€ [d'obligations convertibles](#) en capitaux propres (*contingent convertible bonds*, « *coco bonds* »), avec un coupon à 7%, qui seront converties si le CET-1 est inférieur à 5,125%.



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville
Service Economique de Berlin
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :

Pariser Platz 5

10117 Berlin

Twitter: @FRTresor_Berlin

Rédigé par : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Lucie Petit et Laurence Rambert

Revu par : Catherine Rozan

Version du 15 juillet 2019